



FRANCE

ÉDUCATION

Des évaluations remises en question

L'obligation pour tous les élèves de CP, CE1, sixième et seconde de passer en ce moment des tests nationaux divise le corps enseignant. Un rapport va jusqu'à douter ouvertement de leur utilité.

Par
MARIE PIQUEMAL

Dans sa classe de CP, Lise a choisi l'option saucissonnage. Depuis une semaine, l'institutrice glisse entre deux leçons, «*par petits bouts*» ces évaluations nationales qu'elle doit faire passer à tous ses élèves d'ici au 25 septembre. «*Le ministère nous laisse quinze jours, donc j'étales au*

maximum, pour ne pas perdre du temps sur les apprentissages. Seule façon de m'en sortir, sinon je n'arrive pas à bout du programme à la fin de l'année». Depuis son arrivée rue de Grenelle, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a multiplié les évaluations standardisées, ces tests identiques passés au même moment par tous les élèves de France pour avoir une photographie à un instant «*T*» de leur niveau. Elles existaient déjà, notamment à

l'entrée en sixième (certains se souviennent avoir planché sur ces cahiers bleus, avec du papier buvard). Mais désormais, les élèves de CP, CE1 et seconde passent aussi le même genre de tests en maths et français en début d'année – avec une deuxième session prévue fin janvier pour les CP. Les petits, sur livret avec un crayon, à l'ancienne. Les sixièmes et secondes, eux, les passent sur ordinateur «*quand on arrive à*



se connecter, avec ces identifiants à rallonge... En tant qu'enseignant, on n'a même pas la possibilité de voir les questions à l'avance. On est complètement désinvesti de toute mission.»

«Comparaisons»

Ces tests standardisés font partie de ces sujets, nombreux en éducation, qui électrisent vite le débat. Plusieurs raisons s'entremêlent. D'abord, parce que ces évaluations, chères à Jean-Michel Blanquer, sont perçues comme un marqueur de sa politique. Ses détracteurs les plus remontés lisent dans ces tests une façon de «déposséder» les professeurs de leurs compétences, en les transformant en «simples exécutants». Pour le gros des troupes, c'est l'utilité même de ces tests qui interroge. «Que cela permette de faire des comparaisons par territoire, oui. Mais cela ne nous aide pas ensuite en classe, là non», résume un professeur de lycée.

Fait suffisamment rare pour être souligné, un rapport mené par des inspecteurs généraux (un corps de l'éducation nationale, donc), de 2019 va dans ce sens. Assez critiques, les inspecteurs pointent «les difficultés techniques» avec «des problèmes de connexion» à répétition, qui compliquent la passation et rendent chèvres les élèves, les profs et les chefs d'établissement. Ils évoquent cette difficulté, notamment pour les enseignants de lycée, de s'approprier les résultats. C'était pourtant l'un des objectifs vendus par le ministre : permettre, en se fondant sur les résultats, de proposer des dispositifs d'aide pour les élèves fragiles.

«Retrouver confiance»

En cette rentrée post-confinement, c'est d'autant plus important. De telles évaluations ne pourraient-elles

pas permettre de mesurer justement les dégâts de ces longs mois sans école ? Des questions ont été ajoutées sur la façon dont ils ont vécu le confinement : les CP doivent par exemple entourer un carré s'il n'a pas été facile de travailler de la maison, un rond s'ils se sont beaucoup ennuyés... Mais dès la rentrée, la polémique est repartie : «Les élèves ont d'abord besoin que soient recréées des dynamiques pédagogiques collectives et de retrouver confiance. Les familles ont besoin d'aborder la rentrée sereinement. Les enseignants également ont d'abord besoin qu'on fasse confiance à leur "professionnalité"», répondent des syndicats enseignants (SnuiPP-FSU, Snes-FSU, Snuép FSU, la CGT éducation, SUD et FO) et une fédération des parents d'élèves (FCPE). Début septembre, ils ont lancé une pétition commune (11 000 signatures au compteur) pour demander l'annulation des évaluations. Pendant ce temps, le ministère a verrouillé toutes les demandes de reportage sur ces évaluations, comme pour un sujet ultrasensible. Pour prendre un peu de champ, *Libération* a recueilli les avis argumentés, avec leurs nuances, de deux chercheurs. ◀